



**Govern d'Andorra**  
Missió Permanent d'Andorra a l'OSCE  
i als altres organismes internacionals amb seu a Viena

PC.DEL/1092/12  
23 November 2012

Original: as delivered

**Address**

**by the Chairperson of the Committee of Ministers of the Council of Europe,  
H.E. Mr. Gilbert Saboya i Sunyé,  
Minister of Foreign Affairs of the Principality of Andorra  
932 meeting of the Permanent Council of the OSCE  
Vienna, 22 November 2012**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

As Minister of Foreign Affairs of Andorra, I already expressed one year ago during the OSCE Ministerial Council meeting in Vilnius our support towards Mongolia joining the OSCE. In this regard, I would like to thank the Lithuanian and the Irish OSCE Chairmanship for leading the process. Andorra has aligned to today's EU statement on this issue. Additionally, allow me to extend my warm welcome to Mongolia as the 57 OSCE participating State

Avant tout, je tiens à remercier la Présidence irlandaise en exercice pour son invitation. C'est un honneur pour moi d'intervenir pour la première fois devant ce prestigieux organe et de le faire en qualité de Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Tout d'abord, je souhaite vous informer sur les priorités de la Présidence andorrane au Conseil de l'Europe. Ensuite, j'aborderai des thèmes spécifiques relatifs à la coopération entre les deux organisations et je vais également vous faire part en tant que Ministre des Affaires étrangères, de la position de mon pays concernant notre participation aux travaux de l'OSCE.

Le 10 novembre 1994, l'Andorre est devenu le 33<sup>ème</sup> État membre du Conseil de l'Europe. Aujourd'hui, dix-huit ans après, nous assumons pour la première fois la Présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

L'Andorre a souhaité inscrire sa présidence dans la continuité, et cela avec les prochaines présidences, l'Arménie et l'Autriche. Les priorités communes assureront le suivi des conférences d'Interlaken, d'Izmir et de Brighton ainsi que le suivi des négociations sur l'adhésion de l'Union Européenne à la Convention.

L'Andorre a toujours été une terre d'accueil, un pays avec une longue culture de paix qui a évolué au contact de la diversité culturelle et du plurilinguisme, comme éléments essentiels de la cohésion sociale et de l'identité propre. Nous avons fait de cela un atout, une richesse, une opportunité. L'heure n'est pas au protectionnisme. L'heure n'est pas au repli sur soi. L'heure est à l'ouverture. L'heure est à l'ambition.

C'est la raison pour laquelle l'éducation et les actions visant la jeunesse seront notre priorité. Grâce à la particularité de ses trois systèmes éducatifs, le français, l'espagnol et l'andorran, l'Andorre a toujours considéré que le meilleur des legs et le plus productif des investissements était de donner la chance à ses enfants d'avoir une éducation gratuite et plurale, qui leur permette d'acquérir des réflexes de vie en communauté et de respect de la diversité, et de garantir l'égalité des chances. Ainsi, nous proposons de lancer une réflexion sur l'éducation comme outil de promotion des valeurs démocratiques, du respect des droits de l'homme, de la tolérance et du dialogue interculturel.

L'éducation à la tolérance est un instrument de prévention de conflits et la base pour la création d'une communauté de valeurs qui respecte la diversité et soit une garantie d'inclusion. C'est sans doute un des outils les plus efficaces à long terme pour lutter contre l'intolérance et la discrimination. Cela nous permettra de mettre en place des outils pédagogiques qui pourront être utilisés à l'échelle européenne, dans les systèmes éducatifs, afin d'instiller aux élèves le fondement d'un socle commun de respect de la démocratie et des droits de l'homme.

Pour ce faire, nous espérons pouvoir identifier les compétences et les indicateurs qui serviront de guides aux formateurs dans cette tâche. Le cas échéant, nous présenterons le résultat de ce travail à la réunion ministérielle de l'Education, à Helsinki, au mois d'avril prochain.

L'Andorre tient aussi à réaffirmer son engagement envers le Conseil de l'Europe et envers son acquis, ses instruments juridiques. Des efforts complémentaires sont nécessaires pour garantir les droits de l'homme dans toute l'Europe, c'est pourquoi, la visibilité de la Convention et des travaux du Conseil de l'Europe est primordiale, notamment en ce qui concerne la promotion de la tolérance et de la non-discrimination, l'efficacité de la justice et la lutte contre la corruption et la traite des êtres humains. Aussi, pendant notre présidence, nous allons procéder à la signature de la Convention sur la cybercriminalité, de son Protocole additionnel, de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence envers les femmes et la violence domestique et du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption. La Convention pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et la Convention européenne pour la répression du terrorisme et son Protocole vont être ratifiés.

Señoras y Señores,

La reforma del Consejo de Europa iniciada por el Secretario General del Consejo de Europa, Sr. Jagland, hace dos años y medio seguirá en nuestra agenda con el objetivo de reforzar el organismo dentro de la arquitectura europea, para que sea más flexible y eficaz.

En este contexto, los informes elaborados por el Profesor Ulfstein para el Consejo de Europa y por el Embajador Lundin para la OSCE relativos a la cooperación entre los organismos internacionales ponen de manifiesto las ventajas comparativas de la cooperación conjunta y presentan buenas propuestas para mejorar las sinergias.

Estamos convencidos que tal cooperación debe llevarse a cabo de manera coordinada y coherente. Debe centrarse en estrategias y actividades conjuntas concretas y pragmáticas para evitar solapamientos. En este contexto, esperamos que durante el Consejo de Ministros de Dublín se pueda avanzar en la visión de la comunidad de seguridad dotando al organismo de una estrategia clara y concisa a largo término y se pueda incluir el tema de la cooperación con los organismos internacionales como una parte más en la construcción de la comunidad de seguridad.

La apertura de la oficina del Consejo de Europa en Viena es sin duda un factor clave para promover la cooperación de ambos organismos. En este marco, esperamos que el representante del Consejo de Europa en Viena pueda participar de manera regular en las reuniones de la OSCE.

Señoras y Señores,

En calidad de Ministro de Asuntos Exteriores de Andorra quisiera brevemente subrayar la importancia que Andorra otorga a la OSCE. No pertenecemos a ningún acuerdo de seguridad, no tenemos fuerzas armadas pero el concepto exhaustivo, inclusivo e indivisible de la OSCE al tratar la seguridad nos permite encajar perfectamente en el organismo.

Mi país asume con seriedad, rigor y humildad su contribución al organismo i se esfuerza para implementar los compromisos i la recomendaciones OSCE teniendo en cuenta su capacidad administrativa.

Por otro lado, los ejes de actuación del Gobierno de Andorra en materia de cooperación son la educación y la protección de los grupos más vulnerables, en particular niños y mujeres. En estos ámbitos hemos aportado diversas contribuciones voluntarias en el marco de la OSCE a proyectos relativos a combatir el tráfico de seres humanos en Moldavia y educativos en Bosnia-Herzegovina. También, Andorra ha contribuido a la formación de policías afganos en el instituto de fronteras de Dushanbe y al proyecto de la iniciativa de comunidad de seguridad en Kirguizistán.

Para concluir, a menos de dos semanas para la reunión del Consejo de Ministros OSCE en Dublín, les invito a reflexionar sobre la noción del compromiso, como valor esencial y eje de toda acción política. Compromiso entendido como creencia profunda en los valores de la democracia, en el estado de derecho, en el respeto por los derechos humanos y las libertades fundamentales. Compromiso entendido, también, como implicación y asunción de responsabilidad individual en un proyecto común. Compromiso entendido finalmente como voluntad de diálogo y capacidad de

entendimiento: No debemos perder de vista que trabajamos todos juntos para poder aceptar los desafíos y encontrar juntos respuestas justas, sólo así podemos garantizar que en nuestra área haya paz y seguridad para el bien de todos nuestros ciudadanos.

Gracias Sr. Presidente.